

## Politique mondiale, défense impériale et convergences franco-britanniques<sup>1</sup>

Pascal Venier

Université de Salford, Manchester

Au lendemain de la *Grande Guerre*, la diplomatie secrète et le système des alliances de l'avant-guerre firent l'objet de sévères critiques et furent présentées comme étant partiellement responsables dans le déclenchement du conflit en août 1914. Une bonne illustration de ce phénomène est à trouver un cliché tel que celui de l'« alliance fatale » (*fateful alliance*), largement appliqué à l'alliance franco-russe<sup>2</sup>. On peut toutefois se demander jusqu'à quel point une formule aussi évocatrice et fermement ancrée dans les esprits, a pu contribuer à déformer les perceptions de la façon dont fonctionnait réellement le système international avant 1914. L'historien américain Paul Schroeder a fort judicieusement souligné que les alliances des années 1890 étaient intrinsèquement défensives et contribuaient ainsi au maintien de l'équilibre de la puissance<sup>3</sup>. Cela restait assurément le cas en 1904, à la veille de la guerre russo-japonaise. Présenter l'Europe comme étant divisée en deux camps antagonistes peut, en effet, se révéler trompeur. Si dans une formule restée célèbre Winston Churchill a pu écrire qu'en 1914, la Triple alliance et la duplice se tenaient « face-à-face », l'historien américain Bernadotte Schmidt considèrerait lui que pour la période en question, il serait plus juste de les décrire comme étant plutôt « côte à côte »<sup>4</sup>. En fait, penser le système international tel qu'il était en 1904 en terme de multipolarité, plutôt que de bipolarité, semble aider à en mieux comprendre la logique. Non seulement le Royaume-Uni restait-il en dehors des deux systèmes d'alliances, Alliance franco-russe et Triple Alliance, qui

---

<sup>1</sup> A paraître in *Franco-British Studies, The Journal of the British Institute in Paris*, numéro spécial Entente cordiale, 2004.

<sup>2</sup> Voir par exemple: George Kennan, *The Fateful Alliance: France, Russia, and the Coming of the First World War*, Manchester University Press, 1984.

<sup>3</sup> P. Schroeder, « The Nineteenth Century International System: Changes in the Structure », *World Politics*, Vol. 39, No. 1., octobre 1986, pp. 1-26. Remarquons au passage que l'idée selon laquelle « German unification in 1871 created a state too powerful to be balanced by any European alliance » exprimée par le diplomate britannique Robert Cooper relève très largement de la fiction. Robert Cooper, « The Postmodern State », in Mark Leonard (sous la direction de), *Re-Ordering the World: The Long-Term Implications of September 11<sup>th</sup>*, The Foreign Policy Centre, Londres, 2002, p. 11.

<sup>4</sup> « Triple and Dual Alliances stood - to modify a phrase of Winston Churchill - side by side, not face to face », écrivait-il. Bernadotte Schmitt, « Triple Alliance and Triple Entente, 1902-1914 », *The American Historical Review*, vol. 29, n° 3, avril 1924, p. 451.

d'ailleurs donnaient alors des signes de fragilité, cette dernière traversant ainsi une période d'inefficacité, mais de plus, les relations internationales semblaient alors caractérisées par une plus grande fluidité et formaient indéniablement un environnement plus dynamique qu'on ne s'accorde généralement à reconnaître<sup>5</sup>.

Une des images les plus forte à propos de la période avant 1914 est indéniablement celle d'une lutte pour l'hégémonie en Europe : pensons par exemple au titre du célèbre ouvrage d'A.J.P. Taylor, *Struggle for Mastery in Europe*. Paul Schroeder a toutefois démontré que pendant la plus grande partie du dix-neuvième siècle, après 1815, il n'y avait guère eu une telle lutte pour la suprématie en Europe<sup>6</sup>. Si ce dernier considère que ces observations sont valables au moins jusqu'à 1890 ou 1900, elles nous paraissent l'être tout autant au début de 1904<sup>7</sup>. Une notable réduction des tensions est même à souligner à un niveau intra européen. C'est ainsi qu'à partir de 1895, les relations franco-allemandes étaient placées sous le signe de la détente, alors qu'un accord entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ouvrait une parenthèse dans leur rivalité jusque là intense dans les Balkans<sup>8</sup>. Les années 1890 avaient indéniablement été marquées par un déplacement des tensions entre les grandes puissances européennes vers le reste du monde. A une plus grande stabilité en Europe, avait correspondu une poussée des rivalités impériales, mettant aux prises le Royaume-Uni, la Russie et la France, bientôt rejoints par l'Allemagne, mais aussi de nouvelles puissances extra européennes, telles que le Japon et les Etats-Unis. Le *New Imperialism* et les doctrines de la puissance politique étaient à l'ordre du jour, l'Extrême-Orient étant souvent au centre des questions relatives aux relations internationales. Eviter que l'équilibre des forces en Europe ne soit radicalement bouleversé en faveur d'une puissance continentale hégémonique était traditionnellement perçu comme vital par les Britanniques, mais la question ne se posait alors pas vraiment en ces termes. Il convient ainsi d'insister sur le fait que la réorientation de la politique édouardienne après 1900 était comme l'écrit « moins le produit de nouvelles circonstances en Europe et plus une réponse à une accumulation de pressions plus anciennes et plus globales. »<sup>9</sup>

La période de la politique extérieure britannique s'ouvrant en 1902 est généralement désignée comme la période de la fin de la *Splendid Isolation* et présentée comme marquant une rupture fondamentale avec la politique menée par Lord Salisbury. Celui-ci, occupant

---

<sup>5</sup> « The Triple Alliance undoubtedly passed through a period of ineffectiveness. » B. Schmitt, *ibid.* p. 452.

<sup>6</sup> P. Schroeder, 1986. « The Nineteenth Century International System », p. 9.

<sup>7</sup> *Ibidem.*

<sup>9</sup> B. Schmitt, 1924. « Triple Alliance and Triple Entente, 1902-1914 », p. 451.

parallèlement les fonctions de Premier ministre et de *Foreign Secretary* de juin 1895 à novembre 1900<sup>10</sup>, avait mené une politique basée sur fondée sur les principes de la « main libre » (*Free Hand*), dont l'idée essentielle était d'éviter, autant que possible de conclure des alliances en temps de paix, afin de préserver une entière liberté d'action<sup>11</sup>. La politique du successeur de Salisbury au *Foreign Office*, le libéral unioniste Lord Lansdowne, est généralement perçue comme marquant la fin de l'isolation britannique<sup>12</sup>. Il est de fait qu'une alliance, certes limitée aux questions d'Extrême-Orient, fut signée avec le Japon en 1902 et par la suite renouvelée en 1905 et 1911. En dehors de celle-ci, toutefois, la diplomatie britannique entre 1902 et 1914, s'en tint rigoureusement au paradigme de la « Free Hand ». Pour le ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Lord Lansdowne il s'agissait avant tout à désamorcer, autant que possible, tout risque de conflit pour le Royaume-Uni. Pour ce faire une diplomatie aussi active que souple fut habilement menée, qui visait avant tout à l'amélioration des relations bilatérales avec chacune des puissances perçues comme posant une menace. Si la plupart des travaux consacrés à l'Entente cordiale mettent tout naturellement l'accent sur les relations bilatérales, nous nous proposons ici de nous placer sciemment en décalage, en replaçant la convergence franco-britannique dans la dynamique générale de la politique extérieure britannique pendant les premières années du règne d'Edouard VII. Il semble ainsi pertinent d'analyser le positionnement de celle-ci dans des questions qui sont pour elle en leur essence à vocation régionale, celles des relations avec l'Allemagne, les Etats-Unis, et le Japon, puis d'envisager la question clé de la politique mondiale du Royaume-Uni, à savoir la rivalité anglo-russe. Il s'agira ensuite d'analyser comme le rapprochement franco-britannique de 1903-4 s'articulait avec ces lignes de forces de la politique britannique.

---

<sup>9</sup> Hew Strachan, *The First World War*, volume 1, *To Arms*, Oxford, OUP, 2001, p. 12.

<sup>10</sup> Il ne conserva, désormais affaibli par des problèmes de santé, que celles de Premier ministre jusqu'à sa démission en juillet 1902.

<sup>11</sup> J. Gooch, *op. cit.*, 181. Sur la politique extérieure de Salisbury, voir C. Howard, C., *Splendid Isolation*, London, Macmillan, 1967, 120 pages et John Charmley, *Splendid Isolation? Britain and the Balance of Power 1874-1914*, Londres, Hodder and Stroughton, 1999, 518 pages.

<sup>12</sup> G. Monger, *The End of Isolation: British Foreign Policy, 1900-1907*, Londres, Nelson, 1963.

## II. Les questions régionales

Si la période précédant la première guerre mondiale fut marquée par la montée de la rivalité anglo-allemande, il est capital de garder à l'esprit que les relations entre les deux puissances étaient loin d'être hostiles avant 1905, tout au contraire<sup>13</sup>. Dans les années 1898-1901 plusieurs tentatives de conclure une alliance anglo-allemande ne purent aboutir. Si les relations bilatérales souffraient à intervalle régulier de montées subites de fièvre, et s'il fallait tenir compte du caractère profondément imprévisible de l'empereur Guillaume II qui incitait naturellement à une certaine prudence, maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne restait toutefois une priorité essentielle pour Londres<sup>14</sup>. Le Premier ministre, Arthur Balfour, demeurait d'ailleurs personnellement intimement persuadé de la communauté d'intérêts entre les deux puissances. Collaborer avec l'Allemagne restait donc indispensable : ce fut ainsi de concert que les deux puissances entreprirent le concert le blocus du Venezuela en 1902, puis envisagèrent un temps la possibilité d'un financement commun de l'extension prévue du chemin de fer de Bagdad, conçu par Lansdowne comme un excellent moyen d'enrayer la pénétration russe au Moyen-Orient<sup>15</sup>. Si à partir de 1902, la flotte allemande commençait à être prise en compte dans les calculs stratégiques de l'amirauté britannique, elle était encore bien loin de représenter objectivement une menace réelle<sup>16</sup>. L'empereur Guillaume II rêvait assurément de voir la *Kriegsmarine* rivaliser avec la *Royal Navy*. La marine allemande n'occupait pourtant encore en 1904 que le quatrième ou le cinquième rang mondial sur les listes navales et la supériorité navale britannique restait tout à fait écrasante<sup>17</sup>. Le risque d'une invasion de la Grande-Bretagne par l'Allemagne était bien à intervalle régulier évoqué par la presse à sensation et par la droite nationaliste germanophobe. En novembre 1903, toutefois, le *Committee of Imperial Defence*, récemment formé, avait conclu au terme d'une solide étude des besoins de la défense des îles britanniques et de l'empire, à la quasi-impossibilité d'une telle invasion. Le *Senior Service* étant jugée comme parfaitement à même d'assurer la défense des îles britanniques, il paraissait inutile d'envisager la création d'une importante armée permanente, préconisée par certains<sup>18</sup>.

---

<sup>13</sup> Paul Kennedy, *The Rise of the Anglo-German Antagonism 1860-1914*, Londres, Allen and Unwin, 1980, 614 pages.

<sup>14</sup> Roderick McLean, *Royalty and Diplomacy in Europe, 1890-1914*, Cambridge, CUP, 2001, p. 91; Monger, *op. cit.*, p. 63 et P. Kennedy, *op. cit.*, p. 255.

<sup>15</sup> A. Morris, *The scaremongers. The Advocacy of War and Rearmament 1896-1914*, Londres, Routledge & Kegan, 1984, p. 55.

<sup>16</sup> Arthur J. Marder, *British Naval Policy, 1880-1905: The Anatomy of British Sea Power*, Londres, Putman, 1940, p. 496.

<sup>17</sup> En fonction de la méthode de calcul retenue. N. Lambert, *Sir John Fisher's Naval Revolution*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, pp. 8 et 102.

<sup>18</sup> Brian Bond, *The Victorian Army and the Staff College, 1854-1914*, Eyre Methuen, London. 1972, p 198 et

L'amélioration spectaculaire des relations anglo-américaines marquée par une transition rapide entre une situation d'intense rivalité et un rapprochement anglo-américain est une autre donnée capitale de la politique extérieure édouardienne pendant les premières années du vingtième siècle. Les Etats-Unis avaient en 1898 affirmé leur dimension impériale aux Antilles et dans le Pacifique, à la suite de leur guerre victorieuse contre l'Espagne. Fermement déterminés à imposer une interprétation dans le sens le plus large de la doctrine énoncée par le Président Monroe en 1823, ils entendaient désormais prévenir fermement toute interférence européenne dans les affaires du continent américain<sup>19</sup>. Londres après avoir pendant longtemps, à dessein, soigneusement ignoré cette doctrine, dû se résoudre à la reconnaître aux lendemains du blocus des côtes du Venezuela, entrepris de concert avec l'Allemagne et l'Italie à la fin de 1902<sup>20</sup>. Le Royaume-Uni avait également renoncé formellement en 1901 à ses droits d'être partie prenante dans la construction du canal de Panama. Deux années plus tard, il acceptait que la question épineuse des litiges frontaliers entre le Canada et l'Alaska ne soit réglée en faveur des revendications américaines. Une telle évolution permit bientôt un retrait stratégique britannique de l'hémisphère occidental, qui prit la forme d'un redéploiement des unités de la *Royal Navy* qui y étaient jusqu'alors stationnées. Force est d'ailleurs de noter à partir de 1902, une collaboration de facto entre les deux puissances maritimes anglo-saxonnes pour assurer la sécurité des mers, telle que le suggérait le capitaine de vaisseaux Alfred Mahan<sup>21</sup>.

En Extrême-Orient, assurer seul la défense des intérêts britanniques face à l'expansionnisme russe et ainsi que le maintien d'une « porte ouverte », considérée comme capitale en Chine, devenait de plus en plus délicat. Après avoir initialement exploré la possibilité d'un accord diplomatique régional avec tout à la fois l'Allemagne et le Japon, Lord Lansdowne finit par se résoudre à signer un accord avec ce dernier seulement. Il ne le fit d'ailleurs que sous la pression des événements et afin de prévenir un rapprochement russo-japonais qui semblait alors tout à fait imminent et qui aurait isolé le Royaume-Uni dans la région d'une façon des plus

---

John Gooch, *The Plans of War: the General Staff and British Military Strategy, c.1900-1916*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1974, p. 177

<sup>19</sup> P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy: Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Londres, Fontana, 1981, p. 118.

<sup>20</sup> H. Herwig, *Politics of Frustration: The United States in German Strategic Planning, 1888-1941*, Boston, Little, Brown, 1976, p. 75.

<sup>21</sup> Jon Tetsuro Sumida, *Inventing Grand Strategy and Teaching Command, The Classic Works of Alfred Thayer Mahan Reconsidered*, Baltimore, JHUP, 1997, p. 90.

désastreuses<sup>22</sup>. Ce fut, comme l'a montré très clairement l'historien britannique Ian Nish essentiellement en fonction de ses intérêts extrême-orientaux, et non de ses intérêts européens que la Grande-Bretagne conclut cette alliance<sup>23</sup>. Les accords entre le Royaume-Uni et le Japon du 30 janvier 1902, constituaient en substance, et bien que le mot ne fut pas présent dans le document, une alliance. Il s'agissait là d'une alliance, non seulement défensive mais également offensive, strictement limitée certes à l'Extrême-Orient, par laquelle les deux parties contractantes s'engageaient à intervenir militairement en faveur de leur allié si celui-ci se trouvait en guerre contre deux autres puissances. Elle marquait une rupture frappante avec la pratique établie de la politique extérieure britannique de ne pas prendre d'engagements fermes à l'avance et de ne pas conclure d'alliance en temps de paix. Les Britanniques espéraient en l'occurrence non seulement prévenir une totale isolation dans la région mais, de plus, soulager par une collaboration anglo-japonaise la pression à laquelle y était soumise la *Royal Navy*. S'ils attendaient de cet accord qu'il apportât une plus grande stabilité dans la région, cela ne fut pas le cas, tout au contraire. Loin de prévenir la montée de tensions entre la Russie et le Japon, celui-ci encouragea, tout au contraire, ce dernier à adopter une position intransigeante. Les Britanniques en vinrent ainsi bientôt à craindre que l'accord ne se retourne contre eux, et que le *casus foederis* ne se produisant, ils ne se trouvent entraînés contre leur gré dans une guerre à une échelle globale avec la Russie et son alliée française.

### ***III. Politique mondiale : La rivalité anglo-russe***

L'empire russe, engagé dans une rivalité avec la Grande-Bretagne à une échelle mondiale, était incontestablement considéré comme le rival par excellence, contre lequel se livrait en particulier le *Great Game* en Asie centrale et qui faisait peser une très sérieuse menace sur l'empire des Indes. L'expansionnisme russe était au tournant du siècle la source d'une préoccupation croissante pour le gouvernement britannique, d'autant que les Russes menaient une politique de plus en plus agressive en Extrême-Orient. La révolte des Boxers de 1900 et l'intervention internationale entreprise en réponse à celle-ci avaient été une opportunité pour la Russie d'occuper la Manchourie, qu'elle avait par la suite refusée d'évacuer. Les Britanniques estimaient alors que la sécurité de l'Inde était menacée tout à la fois par les avances russes en Asie centrale et par l'influence croissante qu'elle pouvait exercer en Perse. La construction de la ligne de chemin de fer d'Orenbourg à Samarkand, qui devait être complétée en 1905, leur paraissait

---

<sup>22</sup> Monger, *op. cit.*, p. 56.

<sup>23</sup> I. Nish, *The Anglo-Japanese Alliance: the Diplomacy of Two Island Empires, 1894-1907*, Londres, Athlone Press, 1961, p. 231.

particulièrement préoccupante, puisqu'elle devait doubler le potentiel la capacité logistique russe au Turkestan occidental<sup>24</sup>. La croissance du nombre des bâtiments de la Marine impériale russe en Extrême-Orient inquiétait également l'amirauté de Londres qui craignait que la *Royal Navy* ne fût pas en mesure d'y faire face à une combinaison navale franco-russe.<sup>25</sup> Cette rivalité posait au de façon cruciale le problème de la défense impériale, ceci était d'autant plus qu'avec l'alliance franco-russe, tout conflit avec la Russie pouvait potentiellement mener à une lutte globale avec celle-ci et avec son alliée française<sup>26</sup>. Dans le pire des cas, le Royaume-Uni risquait même bien de se trouver faisant face à une coalition continentale hostile, composée de la Russie, de la France et de l'Allemagne<sup>27</sup>.

La Russie demeurait bien l'ennemi potentiel par excellence, et le principal problème stratégique pour les Britanniques était celui de la défense des frontières de l'Inde contre la menace russe<sup>28</sup>. Le consensus parmi les décideurs, confirmé d'ailleurs par le *Committee of Imperial Defence* était que la partie la plus vulnérable de l'empire restait l'Inde, « notre seul lieu de contact possible avec une grande armée européenne » comme l'écrivait en mars 1904 le ministre de la Guerre Arnold-Foster<sup>29</sup>. La guerre sud-africaine de 1899-1902 avait bien cruellement exposée la faiblesse chronique de l'armée britannique. Réformer et moderniser celle-ci, s'assurer qu'elle soit suffisamment préparée pour faire face aux nécessités de la défense impériales sur les frontières de l'Inde, s'imposaient comme des priorités urgentes. Toutefois, le poids de la bureaucratie militaire, le caractère politiquement sensible des questions concernées, en particulier l'importance de la tradition politique qui consistait pour le Royaume-Uni à ne pas maintenir une importante force armée en temps de paix, ralentirent considérablement les réformes envisagées. En janvier 1904, le *War Office Reconstruction Committee*, constitué en septembre 1903 pour étudier la réorganisation de l'administration centrale du *War Office* sous la direction de Lord Esher, venait tout juste de publié la première des trois parties de ses recommandations<sup>38</sup>. De même le *War Secretary* au tout début de février 1904, n'en était encore qu'à communiquer à ses collègues du gouvernement son programme de réorganisation de l'armée britannique. Le gouvernement britannique devait par ailleurs faire face à une crise budgétaire d'une extrême gravité. Celle-ci, d'une importance tout à

---

<sup>24</sup> J. Siegel, *Endgame: Britain, Russia and the Final Struggle for Central Asia*, Londres, IB Tauris, 2001, p. 4.

<sup>25</sup> C. Bartlett, *Defence and Diplomacy: Britain and the Great Powers, 1815-1914*, Manchester, MUP, 1993, p. 96.

<sup>26</sup> Discours de Balfour aux Communes, le 8 août 1902, cité in Ruddock F. Mackay, *Balfour: Intellectual Statesman*, OUP, Oxford, 1985, p. 115-6.

<sup>27</sup> La crainte d'une telle coalition avait été très forte pendant les six premiers mois de la guerre sud-africaine de 1899-1902. Cf. Pascal Venier, « French Foreign Policy and the Boer War » in Keith Wilson (sous la direction de), *The International Impact of the Boer War*, Londres, Acumen, 2001, pp. 65-78.

<sup>28</sup> B. Bond, *op. cit.*, p. 198.

<sup>29</sup> Discours de Balfour à la Chambre des Communes du 7 mars 1904 cité par J. Dunlop, *The Development of the British Army, 1899-1914. From the eve of the South African War to the eve of the Great War*, Londres, Methuen,

fait capitale pour comprendre les politiques de défenses britanniques en 1903 et 1904, imposait une réduction inévitable des dépenses militaires, qui ne fut pas sans entraîner une intense rivalité entre la marine et l'armée, chacune étant déterminée à se battre pour éviter que son budget ne subisse pas de coupe sombre<sup>30</sup>. Mais Arthur Balfour avait une vue très claire des priorités en ce qui concernait les politiques de défense :

« The object to be aimed at may be roughly summarised as follows: we want an army which shall give us sufficient force for at least any immediate need of Indian defence; and, in conjunction with the auxiliary forces, for Home defence; which shall be capable of expansion in time of national emergency ... and shall throw a smaller burden on the tax payer. This last is of peculiar importance, not merely because of the present condition of our finances, but because the demands of the navy are so great and so inevitable that the total cost of imperial defence threatens to become prohibitive.<sup>31</sup> »

La diplomatie britannique avait à la fin de 1901 exploré la possibilité d'un accord avec la Russie, mais avait finalement, comme nous l'avons déjà vu, conclu sous la pression des événements à une alliance avec le Japon. Au début de 1903, le gouvernement dirigé par Arthur Balfour considérait que la meilleure façon de régler les difficultés qui se posaient dans les questions de Perse et d'Afghanistan était de mener une politique d'accommodation à l'égard de la Russie et de rechercher un accord avec celle-ci, et non pas de mener une *Forward Policy* ainsi que le recommandait le vice-roi des Indes, Lord Curzon<sup>32</sup>. Une telle politique d'*appeasement* à l'égard de la Russie n'était d'ailleurs toutefois pas inconciliable avec une extrême fermeté lorsque des intérêts jugés tout à fait vitaux étaient en jeu. C'est ce que démontra l'importante déclaration sur le Golfe persique faite par Lord Lansdowne à la Chambre des Lords le 5 mai 1903. Cette ferme mise en garde contre tout empiètement sur la sphère d'influence que représentait le Golfe persique pour les Britanniques, n'était d'ailleurs pas sans rappeler celle qu'avait fait Sir Edward Grey en 1895 sur le Haut-Nil et dont il avait tellement été question pendant la crise de Fachoda en 1898<sup>33</sup>. Le *Foreign Secretary* y annonçait ainsi en particulier, « We should regard the establishment of a naval base, or of a fortified port, in the Persian Gulf by any other Power as a very grave menace to British interests, and we should certainly resist it with all the means at our disposal<sup>34</sup>. » Pendant l'été de 1903, alors que le parti expansionniste russe gagnait une influence croissante auprès du Tsar et qu'une vice-royauté de l'Extrême-Orient était créée, la tension entre

---

1938, p. 172.

<sup>30</sup> R. Mackay, *op. cit.*, pp. 160-1.

<sup>31</sup> Lettre de Balfour à Edouard VII, 14 décembre 1903, citée in R. Williams, *Defending the Empire, The Conservative Party and British Defence Policy, 1899-1915*, Londres, Yale University Press, 1991, p. 44.

<sup>32</sup> G. Monger, *op. cit.*, p. 109.

<sup>33</sup> G.P. Gooch, in *The Cambridge History of British Foreign Policy, 1783-1919*, New York, Octagon Books, 1970, vol. 3, p. 320.

<sup>34</sup> G. Monger, *op. cit.*, p. 123.



le Japon et la Russie ne faisait que monter à propos de l'Extrême-Orient. Londres rechercha alors désespérément un accord avec cette dernière, mais en vain<sup>35</sup>.

### III. Convergence des intérêts stratégiques franco-britanniques

Entre 1902 et 1904, les relations franco-britanniques évoluèrent de façon spectaculaire et les intérêts des deux puissances allèrent dans le sens d'une convergence<sup>36</sup>. Sans négliger l'importance capitale de l'évolution des forces profondes mais aussi de l'interdépendance économique et financière<sup>37</sup>, sans sous-estimer le rôle des personnalités - sentiments francophiles d'Edouard VII, de son amour de Paris ... et surtout des parisiennes<sup>38</sup> ; origines françaises de Lord Lansdowne, petit-fils de Talleyrand qui lui-même en son temps ambassadeur à la cour de Saint-James avait œuvré à une amélioration des relations bilatérales – et au-delà des étapes du rapprochement et des détails d'une négociation diplomatique serrée qui aboutirent aux accords d'avril 1904<sup>39</sup>, il semble intéressant de mettre en exergue trois éléments de convergence tout à fait essentiels.

Une première convergence semble se manifester entre les deux puissances dans le domaine de la stratégie navale et de la défense impériale. L'évolution du rapport de force entre la France et le Royaume-Uni pendant la période allant de 1901 à 1904 apparaît comme toute à fait paradoxal. Après Fachoda, le gouvernement de Waldeck-Rousseau avait engagé une politique concertée de défense navale et impériale<sup>40</sup>. C'était là une grande nouveauté pour la France, qui procédait d'une ferme volonté de montrer sa force à son voisin d'outre-Manche, préalable jugé indispensable à l'amélioration des relations bilatérales. L'ambassadeur de France à Londres, Paul Cambon, traduisait bien cette idée, lorsqu'il écrivait que « la défense de notre territoire et de nos possessions assurées, notre armée coloniale organisée, notre marine reconstituée *feront plus que tous les bons procédés pour le rétablissement des relations cordiales avec l'Angleterre*. Sans nous montrer agressif,

---

<sup>35</sup> K. Neilson, *Britain and the Last Tsar, British Policy and Russia, 1894-1917*, Oxford, Clarendon Press, 1995, 247.

<sup>36</sup> Lord Newton, *Lord Lansdowne. A Biography*, Londres, Macmillan, 1929, pp. 284-5.

<sup>37</sup> Samir Saul, *La France et l'Égypte de 1882 à 1914, Intérêts économiques et implications politiques*, Paris, Imprimerie nationale, 1997.

<sup>38</sup> Isabelle et Robert Tombs, « Edward VII and Franco-British Relations », communication au colloque international de Salford, Refocusing on Europe ? International Relations from the Entente Cordiale to the Outbreak of the First World War, 1904-1914, 26 mars 2004.

<sup>39</sup> Robert Israel Weiner, *Paul Cambon and the Making of the Entente Cordiale*, D. Phil Thesis, Rutgers University, 1973, pp. 210-251.

<sup>40</sup> Cf. Pascal Venier, « Défense impériale et politique des points d'appui de la flotte (1898-1905) », in Anne Rasmussen (Sous la direction de), *Les bases et arsenaux français outre-mer, du Second Empire à nos jours*, Paris,

sachons faire entendre qu'on trouverait à qui parler si l'on prétendait nous imposer quelque nouvelle humiliation et nous trouverons les égards auxquels nous avons droit<sup>41</sup>. » Pourtant le bilan final restait des plus nuancés, en partie en raison de la politique désastreuse menée par Camille Pelletan pendant son passage *Rue Royale*, marquée en particulier par l'interruption de la construction de bâtiments de ligne. Le rapport de force entre la Marine française et la *Royal Navy* avait en fait continué à se dégrader de façon notable entre 1898-1904 et clairement évoluée à l'avantage de cette dernière. Si en 1898, celles-ci pouvaient respectivement mettre en ligne 16 et 28 grands cuirassés d'escadre, en 1904 le rapport était de 19 à 40, les bâtiments britanniques étant par ailleurs plus rapides, plus puissants et d'un tonnage supérieur. Comme le notait le rapporteur du budget pour 1904, « si, en 1898, nos marins étaient exposés à combattre à 2 contre 3, ils devraient maintenant (et il en sera de même en 1907) affronter la lutte à 2 contre 4.<sup>42</sup> » Pourtant, l'amirauté britannique continuait de percevoir la marine française, en conjonction avec son alliée russe, comme une menace importante, tant en Méditerranée. Ceci s'explique en partie, par le fait qu'en raison de l'évolution de la technologie navale, tant dans le domaine des sous-marins que dans celui des torpilles automotrices, elle craignait de plus en plus que ses bâtiments ne soient désormais par trop vulnérables dans les mers fermées, Manche autant que Méditerranée<sup>43</sup>.

Il convient ainsi également de souligner une convergence méditerranéenne des intérêts respectifs de la France et du Royaume-Uni, qui faisaient alors bien figure de principales puissances dans la région. Les Français visaient à établir leur protectorat au Maroc. Ayant tiré les leçons de l'isolement diplomatique de la France pendant la crise de Fachoda, Delcassé avait patiemment préparé diplomatiquement la question marocaine en s'assurant le soutien de l'Italie. Le puissant groupe de pression colonial, le Parti colonial, et son principal dirigeant Eugène Etienne, député d'Oran et vice-président de la Chambre des députés s'étaient ralliés à l'idée d'ouvrir des négociations avec Londres sur les bases d'un échange d'intérêts relatifs à l'Égypte et au Maroc.<sup>44</sup> Lansdowne en vint à la fin du printemps de 1903 à accepter l'idée d'une domination française au Maroc, sous réserve de garanties non seulement sur la sauvegarde des intérêts économiques britanniques, mais aussi de ses intérêts stratégiques avec en particulier la neutralisation de la côte méditerranéenne du pays<sup>45</sup>. Lord Cromer entendait de son côté entreprendre une réforme financière mais devait compter avec la France au sein de la caisse de la

---

Lavauzelle, 2002, pp. 99-111.

<sup>41</sup> MAE, NS Grande-Bretagne 12, Lettre de Paul Cambon à Théophile Delcassé, Londres, le 2 avril 1900.

<sup>42</sup> Adolphe Messimy, *Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi fixant la fixation du budget général de l'exercice 1904 (Ministère de la Marine)*, *Journal officiel*, annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1903, p. 15.

<sup>43</sup> Nicholas Lambert, *Sir John Fisher's Naval Revolution*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999.

<sup>44</sup> R. Weiner, *op.cit.*, p. 168.

Dette. Aussi encouragea-t-il la négociation d'un accord avec la France<sup>46</sup>. Dans le domaine naval, une solution se voyait ainsi *de facto* apporté à la question du croisement des deux axes stratégiques Toulon-Bizerte et Gibraltar-Malte-Port-Saïd. Tous étaient en effet d'une importance capitale. Pour les Britanniques, la sécurité de la route des Indes en Méditerranée occidentale se trouverait ainsi sécurisée par l'élimination d'un adversaire potentiel, et pour les Français, celle de l'Algérie, cruciale pour le mouvement de troupes entre l'Afrique du Nord et la métropole se trouverait ainsi renforcée.

Il convient pour terminer de souligner le caractère fondamental du facteur extrême-oriental dans la politique de Lansdowne et dans cette convergence franco-britannique<sup>47</sup>. La crise en Extrême-Orient plaçait la Grande-Bretagne dans une situation des plus délicates. Le risque d'avoir à se « battre pour [son] existence même, dans chaque partie du globe parce que la France a joint ses forces à celle de son allié à propos d'une obscure querelle russo-japonaise en Corée », évoquée par Balfour en décembre 1901 lorsque le gouvernement de Londres discutait de la possibilité de conclure un accord avec le Japon, était désormais bien réel<sup>48</sup>. La principale faiblesse de l'accord anglo-japonais était d'avoir établi une alliance non seulement défensive, mais de plus offensive, le gouvernement impérial japonais conservant une dangereuse liberté d'appréciation pour déterminer si la Russie menait ou pas une politique de provocation<sup>49</sup>. Ainsi, une dimension souvent négligée de la politique britannique à l'égard de la France, est-elle bien d'être une politique de réassurance, destinée à neutraliser les risques inhérents à cet engagement (*commitment*) extrême-oriental, de plus en plus explosif à partir de 1903. Lord Lansdowne considérait ainsi en septembre 1903 qu'« un bon accord avec la France pourrait bien être le précurseur d'une meilleure compréhension avec la Russie, et je n'ai pas besoin d'insister sur l'amélioration qui en résulterait pour notre position internationale<sup>50</sup>. » Le développement de la crise extrême-orientale contribua ainsi à donner un certain momentum aux négociations franco-britanniques. Les deux parties jugeaient bien nécessaire de prendre des précautions afin d'éviter d'être entraînées dans un conflit qui apparaissait comme de plus en plus imminent<sup>51</sup>, au premier rang desquelles venait une collaboration diplomatique active avec la France. La guerre éclata d'ailleurs bientôt avec l'attaque surprise des Japonais contre Port Arthur le 8 février 1904. Dès le début de la guerre, les deux puissances engagèrent une forme une forme de collaboration diplomatique afin de s'efforcer de

---

<sup>45</sup> R. Weiner, *ibid.*, p. 172.

<sup>46</sup> Lettre de Cromer à Lansdowne, 27 avril 1903. *British Documents on the Origins of the War*, vol. II, p. 359.

<sup>47</sup> R. Weiner, *op.cit.*, p. 171.

<sup>48</sup> G. Monger, *op.cit.*, 1963, 62.

<sup>49</sup> *National and English Review*, janvier 1904, p. 662.

<sup>50</sup> G. Monger, *op. cit.*, 133.

<sup>51</sup> *National and English Review*, janvier 1904, p. 661.

localiser le conflit, en jouant ostensiblement le jeu de la neutralité<sup>52</sup>. La guerre donna une nouvelle impulsion aux négociations franco-britanniques, les deux puissances désormais convaincues de la pertinence de s'entendre. Si les négociations furent toutefois très serrées, deux mois, jour pour jour, après le début de la guerre russo-japonaise, Paul Cambon et Lord Lansdowne signaient une série d'accords réglant les principales rivalités coloniales entre les deux grandes puissances impériales.

## Conclusion

Il semble utile au terme de cette étude de s'interroger sur la portée et les limites de l'Entente cordiale<sup>53</sup>. La série d'accords bilatéraux signée le 8 avril 1904 apportait une solution d'ensemble aux rivalités coloniales entre les deux grandes puissances impérialistes. Procédant d'une logique d'*appeasement*, elle contribuait à supprimer les principales sources de friction possible entre le Royaume-Uni et la France<sup>54</sup>. Il convient de mettre l'accent sur cette dimension tout à fait fondamentale de la politique extérieure britannique de cette période<sup>55</sup>. Si aujourd'hui une connotation des plus péjoratives s'attache à *appeasement*, cela n'était pas le cas avant les années trente. Tout au contraire, dans le vocabulaire de la diplomatie classique européenne le terme avait un sens tout différent et était traditionnellement utilisé pour désigner : « la réduction des tensions entre [deux états] par l'élimination méthodique des principales causes de conflits et de désaccords entre eux<sup>56</sup>. » Paul Kennedy a d'ailleurs dans une belle étude retracé le développement de cette tradition diplomatique britannique pendant la période 1865-1939, et a montré comment le Royaume-Uni était bien avant 1914, l'*Appeaser* par excellence et qu'une telle politique d'*appeasement* était alors regardé comme « constructive, positive, honorable »<sup>57</sup>. Il est intéressant d'observer que le Royaume-Uni avait successivement en quelques années éliminé par une habile diplomatie les périls potentiels que pouvaient représenter les flottes américaines, japonaises et françaises! Cet accord franco-britannique constituait pour Lord Cromer « a very remarkable diplomatic

---

<sup>52</sup> Non sans toutefois aider respectivement le Japon et le Russie plus ou moins discrètement.

<sup>53</sup> Pierre Guillen, « Les accords coloniaux Franco-Anglais de 1904 et la naissance de l'Entente cordiale », *Revue d'Histoire Diplomatique*, octobre-décembre 1968, pages 315-357.

<sup>54</sup> R Weiner, *op. cit.*, p. 257.

<sup>55</sup> Sur la politique édouardienne d'*appeasement*, voir: Niall Ferguson, *The Pity of War*, Londres, Penguin 1999, pp. 31-55, Sir Michael Howard, *The Continental Commitment*, Londres, Maurice Temple Smith, pp. 29-30 et Paul Kennedy, « The Tradition of Appeasement in British Foreign Policy, 1865-1939 », in *Strategy and Diplomacy 1870-1945, Eight Studies*, Londres, George Allen & Unwin, 1983, pp. 15-25.

<sup>56</sup> Gordon Craig et Alexander George, cités in Stephen R. Rock, *Appeasement in International Politics*, Lexington, University of Kentucky Press, 2000, p. 10.

<sup>57</sup> P. Kennedy, *op.cit.*

achievement.<sup>58</sup> » Si les textes signés le 8 avril ne comprenaient aucune disposition à caractère général - en fait, seule une des clauses de la déclaration relative à l'Égypte et au Maroc prévoyait une collaboration diplomatique réciproque, mais strictement limitée aux questions égyptienne et marocaine -, ils furent toutefois considérés comme marquant une restauration de l'Entente cordiale franco-britannique. De plus, selon Laurent Villate, « dans les jours qui suivent la signature de l'arrangement, Anglais et Français affichent leur intention d'agir ensemble dans toutes les grandes questions de politique internationale.<sup>59</sup> »

A l'évidence, ni Lansdowne ni Balfour ne concevaient toutefois pas cet accord comme une combinaison anti-allemande<sup>60</sup>. Pour Londres, l'amélioration des relations franco-britanniques n'était en aucune façon incompatible avec de bonnes relations anglo-allemandes, tout au contraire, comme ne témoigne la visite du roi Edouard VII à Kiel en juin 1903 pour les régates, suivie deux semaines plus tard par celle d'une escadre allemande à Plymouth, puis la signature d'un traité d'arbitration anglo-allemand en novembre 1904, dont il ne faudrait certes ne pas exagérer la portée, mais qui avait tout de même une valeur symbolique non négligeable. Il est de fait que Britanniques et Français n'avaient guère consulté l'Allemagne à propos du Maroc, mais celle-ci affichait alors ostensiblement une attitude d'indifférence à ce propos. L'empereur Guillaume II, était ainsi lors de l'entrevue de Vigo avec le roi d'Espagne Alphonse XIII en mars 1904, allé jusqu'à spontanément exprimer son désintéressement absolu dans la question marocaine<sup>61</sup>. Si l'Allemagne devait bientôt se plaindre de son isolation croissante, celle-ci semblait plus devoir aux maladresses répétées de l'empereur et de la diplomatie allemande qu'à une prétendue politique d'encerclement ou d'isolation de la part des Britanniques<sup>62</sup>. Pour l'heure Guillaume II devait noter que « par ce traité, l'Angleterre a fait disparaître ses points de friction avec la France, et par là, elle retrouve sa liberté de mouvement dans le monde. Il est naturel que son amitié avec la France et la certitude ... qu'elle n'a rien à craindre de ce côté amènent l'Angleterre à reléguer de plus en plus à l'arrière-plan le souci de nous ménager.<sup>63</sup> »

---

<sup>58</sup> Lord Cromer considérait que les accords étaient étaient « a very remarkable diplomatic achievement. » Cité in R.I. Weiner, *op. cit.*, p. 258.

<sup>59</sup> Laurent Villate, *La République des diplomates, Paul et Jules Cambon 1843-1935*, Paris, Science Infuse, p. 250.

<sup>60</sup> R. Weiner, *op. cit.*, p. 260 et Thomas Otte, « The Elusive Balance, British Foreign Policy and the French Entente Before the First World War », Alan Sharp and Glyn Stone (ed.), *Anglo-French Relations in the Twentieth Century, Rivalry and Cooperation*, Londres, Routledge, p. 15.

<sup>61</sup> Comme l'a montré Pierre Guillen, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, Paris, Presses Universitaires de France, 1967, pp. 692-695.

<sup>62</sup> Alfred F. Pribram, *England and the International policy of the European Great Powers, 1871-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1931, p. 100.

Il est important d'insister sur le fait que pour les Britanniques 1904 restait l'année de tous les dangers. Une des réalités stratégiques fondamentales, pendant le reste de l'année 1904, demeurait ainsi bien le risque d'une extension de la guerre en Extrême-Orient. Si la diplomatie britannique faisait somme toute preuve d'une indéniable efficacité dans sa gestion de ce risque, il convenait néanmoins d'être prêt à parer à toute éventualité. C'est ainsi que pour les militaires britanniques continuèrent assez paradoxalement à percevoir la menace russe sur l'Inde et l'Afghanistan comme tout aussi pressante qu'elle ne l'était avant le début de la guerre russo-japonaise<sup>64</sup>. Une même prudence pouvait être observée du côté de l'amirauté. C'est d'ailleurs dans une telle perspective qu'il nous semble devoir placer la redistribution de la flotte entreprise par l'amiral Fisher presque immédiatement après sa prise de fonctions à l'amirauté en qualité de *First Sea Lord* en Novembre 1904<sup>65</sup>. Loin de représenter un changement brutal de priorité stratégique, ce redéploiement semblait plutôt correspondre à une mesure transitoire, permettant de maximiser l'efficacité des moyens de la *Royal Navy*<sup>66</sup>. Deuxième point capital, la belligérance russe aboutit à un bouleversement radical de l'équilibre de la puissance en Europe, et même selon Keith Wilson à créer un véritable « déséquilibre de la puissance » (*imbalance of power*)<sup>67</sup>. Bientôt, alors que la victoire japonaise se dessinait, les Britanniques qui jusqu'alors craignaient plus que toute la menace russe, en vinrent bientôt à paradoxalement souhaiter un rapide rétablissement de l'empire tsariste. Dans cette situation résolument nouvelle, une des peurs viscérales des Britanniques, que l'Allemagne puisse réussir à former une alliance avec la Russie, devenait une possibilité réelle. Si *The Times* alla même d'ailleurs jusqu'à annoncer à tort en septembre 1904 qu'une telle alliance venait d'être conclue. Le risaue en toutefois bien réel comme en témoigne le fait qu'à deux reprises pendant la guerre russo-japonaise Guillaume II proposa à la Russie de conclure semblable alliance<sup>68</sup>. Si une première tentative en octobre 1904 ne pu aboutir, en juillet 1905 le

---

<sup>63</sup> Guillaume II à Bülow, 19 avril 1904, cité in Pierre Guillen, *op. cit.*, p. 757.

<sup>64</sup> « Satisfaction over Russia's downfall was mellowed by the thought that Russia might turn on India or Afghanistan in a attempt to regain prestige. Thus, although the Russian defeats at Liaoyang and Mukden exposed many of the weaknesses in the Russian forces, this did not make Britain any less nervous about the defence of the North West Frontier of India. » Peter Towle, "The Russo-Japanese War and the Defence of India", *Military Affairs*, vol. 44, n° 3, 1980, p. 111.

<sup>65</sup> Sur la redistribution de la flotte de 1904, voir les interprétations divergentes d'Arthur J. Marder, *British Naval Policy, 1880-1905: the Anatomy of British Sea Power*, Londres, Putnam, 1940; de Ruddock F. Mackay, *Fisher of Kilverstone*, Oxford, Clarendon Press, 1973 et de N. Lambert, *Sir John Fisher's Naval Revolution*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999.

<sup>66</sup> Fisher écrivait ainsi à Balfour en février 1905: « The Gibraltar is the « germ »[sic] of the new scheme! We have arranged it with our best and latest battleships and cruisers and our best admirals ... it is always instantly ready to turn the scale (at the highest speed of any fleet in the world) in the North Sea or the Méditerranéan. » Cité in R. Mackay, *op. cit.*, p. 178.

<sup>67</sup> Keith Wilson, *Problems and Possibilities, Exercises in Statesmanship 1814-1918*, Stroud, Tempus, 2003, p. 168.

<sup>68</sup> R.J. Sontag, « German Foreign Policy, 1904-1906 », *The American Historical Review*, vol. 33, no. 2, 1928, pp. 278-301.

Tsar signa un traité d'alliance à Bjorkö, qui devait être dénoncé quelques mois plus tard<sup>69</sup>. Dans un tel contexte, l'Entente cordiale pouvait apparaître comme une sorte d'assurance pour les Britanniques.

---

<sup>69</sup> Bernard F. Opiel, « The Waning of a Traditional Alliance: Russia and Germany after the Portsmouth Peace Conference », *Contemporary European History*, vol. 5, 1972, pp. 319-20; J. Steinberg, *op. cit.*, 1970, pp. 1977-81 et R. McLean, *op. cit.*, pp. 50-51.